TIARET

Du renfort pour le secteur de la santé

C'est un véritable renfort dont a bénéficié le secteur de la santé à Tiaret pour combler le déficit accusé depuis des années en matière d'encadrement tant sur le plan médical qu'administratif.

Pas moins de 419 postes d'emploi seront pourvus avant la fin de l'année en cours à travers les différents établissements hospitaliers (EPH, EHS, EPSP) que compte la wilaya.

C'est en fait une première pour une wilaya qui a longtemps souffert d'un manque criant, apprend-on auprès du service des ressources humaines de la DSP. Selon un état des postes budgétaires établi par l'administration, on y trouve effectivement 77 médecins généralistes, 15 chirurgiens, 13 pharmaciens, 19 administrateurs, 18 ouvriers polyvalents, 37 chauffeurs et enfin 133 paramédicaux dont 80 postes dits supérieurs, à savoir surveillants, surveillants chefs et coordinateurs.

Pour ce qui est des 71 médecins spécialistes qui devaient être affectés à la wilaya de Tiaret, pour remédier au déficit signalé dans la majorité des spécialités, l'on saura que ces derniers, du moins pour la plupart, n'ont pu malheureusement réussir dans leurs examens, nous fait-on savoir. Par ailleurs, et au moment où nous mettons sous presse, une commission locale procédait déjà à la sélection des 77 médecins généralistes.

Ces derniers sont appelés à couvrir les carences déplorées dans certaines structures des zones rurales contraintes à maintes fois à recourir aux praticiens des localités voisines.

S'agissant de l'accès à la formation à l'école paramédicale par voie de concours, le secteur a bénéficié de 205 postes d'aides-soignants au moment où le nombre de demandes a atteint les 2 250.

Les examens ont eu lieu le 4 octobre dernier au niveau de l'université Ibn Khaldoun de Tiaret et les candidats retenus suivront leur cycle de formation au niveau des EPH de la wilaya. Dans le même chapitre, la direction de la santé prévoit prochainement l'organisation d'autres concours en faveur de 105 autres paramédicaux — des bacheliers notamment — répartis entre infirmiers diplôme d'Etat et sages-femmes. I

I convient enfin de signaler que tout ce dispositif de renforcement est perçu comme une aubaine pour le secteur de la santé d'autant que quelque 14 nouvelles structures sanitaires entre polycliniques et centres de soins devraient incessamment ouvrir leurs portes au grand bonheur de la population locale.

Mourad Benameur

PROJET DE FERME THÉRAPEUTIQUE ET ÉDUCATIVE À TIZI-OUZOU

L'association Yasmine organise un gala de solidarité et de soutien

Dans la perspective de la mise en œuvre du projet de ferme thérapeutique et éducative au profit des malades mentaux de la wilaya de Tizi-Ouzou, l'association Yasmine des parents et amis des malades mentaux, qui en est l'initiatrice, a organisé, dans l'après-midi de samedi dernier, un gala de solidarité auquel ont été conviées des personnalités de différents horizons socioprofessionnels.

Des opérateurs économiques, des représentants d'institutions publiques, des représentants d'association et du monde médical ainsi que des artistes ont pris part à cette rencontre qui s'est tenue au parc de loisirs Thamaghra de Tizi-Ouzou.

Un couscous de solidarité à été offert à cette occasion que les organisateurs voulaient conviviale. L'objectif est de susciter un élan de solidarité qui a pour but de lever des fonds qui aideraient au montage financier nécessaire à la réalisation de cette ferme thérapeutique qui a atteint une phase importante d'élaboration et qui sera implantée à Oumlil, dans la commune d'Aït-Oumalou, dans la daïra de Tizi-Rached, sur un terrain qui a été gracieusement cédé par un particulier, membre de l'association et partie prenante du projet.

Plusieurs musiciens et chanteurs du crû, comme Salah Maâmar, Malek Kezoui, Djamal Kaloum, Abderahmane Ghezli ont contribué à l'animation musicale de cette journée de charité qui a été également marquée par la contribution de certains artistes peintres qui ont réalisé des tableaux in situ. Répondant à l'invitation des organisateurs, le chanteur chaâbi Abdelmadjid Meskoud a fait part de sa disponibilité pour aider à la réussite et la concrétisation du projet, en se proposant d'aider et de participer à l'organisation d'un gala de charité au profit de ce projet, «une initiative citoyenne qui a besoin de toutes les énergies parce qu'appartenant à toute la société», a estimé M. Si Nacer, partenaire dans la réalisation de la ferme «qui a besoin, pour se développer, de l'apport et de la solidarité de tous», dira Djaffar Ben Abdellah, psychiatre à l'EHS de Oued Aïssi et président d'honneur de l'APAMM. Le président de cette association, le Dr R. Amirèche, a expliqué longuement les objectifs thérapeutiques et pédagogiques de cette ferme qui, selon lui, n'a nullement la prétention de remplacer les autres structures de santé mais de permettre une réinsertion et un ré-ancrage social aux malades mentaux, par le travail et l'apprentissage d'un métier.

S. A. M.

MAÂTKAS

Le foncier, un goulot d'étranglement pour le développement local

Beaucoup de projets de développement butent encore sur cet épineuse contrainte du foncier dans les deux communes que compte la daïra de Maâtkas.

Les autorités locales ont toujours cette «peur» au ventre quand il s'agit d'effectuer des sorties pour le choix de terrains destinés à des projets d'infrastructures program-mées au profit de la circonscription.

Pas du tout évident d'en dénicher des lots de terrain susceptibles de contenir ces projets, quand on sait pertinemment que 99 % des terres appartiennent au privé.

Ainsi, rien que dans la commune de Maâtkas, on compte déjà au moins trois projets en veilleuse en raison de cette contrainte foncière.

On citera un cantonnement de la garde communale – actuellement le détachement a élu domicile dans une partie de l'ex-siège de daïra –, une unité secondaire de la Protection civile, un centre d'enfouissement technique (CET), un programme de 24 logements qui entre dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP)... C'est dire que l'absence d'un patrimoine foncier communal freine sérieusement le développement local. Pis, les propriétaires terriens ne se sont jamais décomplexés à l'idée de céder des parcelles pour l'Etat.

Nul ne voudrait vendre ses terres, particulièrement les assiettes foncières urbanisables, situées en général non loin des chefs-lieux communaux. Déjà que les élus souffrent le martyre avec ces histoires d'opposition quand il s'agit de mener un projet d'utilité publique (routes, écoles, réseaux d'assainissement...), et rien ne présage que les mentalités vont changer si les pouvoirs publics ne réflé-chissent pas à une alternative juridico-administrative pour finir une fois pour toutes avec cette histoire du foncier particu-lièrement dans ces municipalités déshéritées.

Amayas Idir

SKIKDA

Un père de famille se donne la mort

Un homme âgé de 50 ans a été retrouvé pendu dans sa chambre, vendredi dernier, aux environs de 22h, à la cité des Frères-Ayachi (la CIA), dans la zone basse de la ville de Skikda. La famille, les amis, les proches parents sont toujours sous le choc. Selon des sources concordantes, l'homme, père de quatre garçons, s'est servi d'un fil électrique qu'il a accroché à la fenêtre de sa chambre. Ce sont son épouse et son fils qui l'ont découvert.

Les raisons qui l'ont poussé au suicide demeurent inconnues, mais des facteurs socioprofessionnels n'y sont pas étrangers. On raconte que ses quatre garçons, dont un est marié, sont au chômage. La famille s'entassait dans un F1.

Le défunt était retraité de l'entreprise publique de briqueterie et faisait face à une forte pression : il devait payer, en effet, une amende de 1,45 million de dinars à la justice, pour une affaire de saisie de marchandises dont il a fait l'objet, puisque, pour joindre les deux bouts, il s'adonnait au commerce informel.

Zaïd Zoheir

ANNABA

Arrestation d'un trafiquant de drogue à El-Bouni

Les éléments de la police judiciaire de la daïra d'El-Bouni ont arrêté, vendredi dernier, un trafiquant de drogue, âgé de 24 ans, dans la localité de Boussedra, commune d'El-Bouni.

Après une fouille minutieuse, les éléments de la PJ ont découvert sur le dealer une quantité de kif traité destinée à être écoulée sur place. L'arrestation de ce trafiquant est intervenue grâce à des aveux faits par un consommateur de drogue, pris en flagrant délit. Client attitré de ce revendeur, celui-ci a fini par le dénoncer.

Le trafiquant de drogue sera présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'El-Hadjar, territorialement compétent. Plusieurs affaires de drogue, d'agression et de vol, dont celle du vol des matériaux de construction au détriment d'entreprises de construction nationales et étrangères, chinoises en l'occurrence, ont été élucidées ces dernières semaines par la police judiciaire d'El-Bouni.

A. B.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Le maire de Ras-El-Oued dans le collimateur

Dans l'impossibilité de trouver un terrain d'entente avec le P/APC de Ras-El-Oued, accusé «d'abus d'autorité, d'incompétence et de mauvaise gestion», 6 membres (sur 11) du conseil communal, appartenant à différentes formations politiques, ont adressé une missive au chef de l'exécutif pour dénoncer le président de l'APC, demandant par la même l'intervention des autorités. Les protestataires, qui demandent la démission du maire, iront même jusqu'à certifier que le maire «aurait usé de son poste pour alimenter ses propres commerces en eau et électricité», au moment où des citoyens n'ont pas le minimum. Ils précisent, par ailleurs, que le responsable ne reporte pas les délibérations du conseil communal sur le registre officiel.

Saâdène Ammara

TÉBESSA

Les passages à niveau menacent la vie des citoyens

Depuis plus de deux décennies, les piétons et les automobilistes à Tébessa sont exposés à un danger permanent en face des passages à niveau de la voie ferrée. En effet, 13 points de passage reliant les agglomérations et les quartiers de la ville ne sont pas protégés. Ainsi, de graves accidents ont été enregistrés ayant coûté la vie à des citoyens et handicapé d'autres. A titre d'exemple, le passage de Bab-Ezeatine est squatté par les marchands ambulants de fruits et légumes exposant leurs produits sur la voie ferrée. Un appel est lancé aux instances concernées afin de sécuriser ces passages.

Saâdallah Djamel

ÉDUCATION À SOUK-AHRAS

Une enveloppe de 45 milliards de centimes allouée

45 milliards de centimes seront consacrés cette année à la rénovation d'établissements scolaires tous cycles confondus. Dans ce contexte, le secteur de l'éducation a bénéficié dans le cadre du programme sectoriel d'une enveloppe financière évaluée à 19 milliards de centimes pour la réhabilitation de 9 écoles primaires, 26 CEM et 12 lycées. En outre, le secteur a bénéficié d'une autre enveloppe pour l'acquisition d'équipements scolaires.

Barour Yacine